

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 22/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visites d'inspections du 28/09/2022 et du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



EXPANSCIENCE

Rue des Quatre Filles
BP 50034
28230 Épernon

Références : IC220734 - VAT20220786
Code AIOT : 0010000316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement EXPANSCIENCE implanté Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXPANSCIENCE
- Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon sur près de dix hectares, regroupe les activités de recherche, de développement et de production de principes actifs, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 29 septembre 2021
- Risque accidentel
- Action nationale perturbateurs endocriniens

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VI 22/09/2021 NC1 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	VI 22/09/2021 NC1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	VI 29/09/2021 NC2 - Stratégie de défense incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	VI 22/09/2021 NC2	Sans objet
8	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	VI 22/09/2021 NC3 - Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 - Annexe II	VI 22/09/2021 NC3	Sans objet
4	VI 22/09/2021 NC4 - Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	VI 22/09/2021 NC4	Sans objet
5	VI 22/09/2021 NC5 - Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2	VI 22/09/2021 NC5	Sans objet
6	VI 22/09/2021 NC6 - Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 22/09/2021, article R. 512-69	VI 22/09/2021 NC6	Sans objet
7	VI 22/09/2021 NC7+D3 - Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 22/09/2021, article 32 §6 - Règlement CLP	VI 22/09/2021 NC7+D3	Sans objet
9	installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 - Annexe II	/	Sans objet
10	VI 28/09/2022 PB - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.5.3	/	Sans objet
11	Action nationale Perturbateurs endocriniens	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection estime que les écarts relevés ne remettent pas en cause la sécurité du site.
La stratégie de défense incendie doit être réévaluée suite aux modifications portées à la connaissance de Madame le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VI 22/09/2021 NC1 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées."
Constats : Le compte-rendu Q1 du 9 mai 2022 du contrôle semestriel du système d'extinction automatique conclut que le système présente un nouveau point de non-conformité sans risque de mise en échec.
Observations : VI 22/09/2021 NC1 "Les anomalies relevées lors du contrôle semestriel du système sprinklage du 16 juin 2020 n'ont pas toutes été traitées." Réponse du 14/12/2021 Comme évoqué lors des dernières inspections, les anomalies relevées lors des contrôles semestriels du système sprinkleur font l'objet d'un plan d'action dont l'avancement et les priorités sont revus régulièrement entre les services maintenance et HSE. A ce jour 96% des actions planifiées sur 2021 ont été réalisées. (Soit 12 actions sur 13, la 13ème étant prévu sur notre période d'arrêt technique de Noël). Ci-joint le dernier rapport de visite attestant de la réalisation de ces actions ainsi que le plan d'action à jour. Le certificat Q1 du 29/11/2021 transmis conclut qu'il demeure un point de non-conformité sans risque de mise en échec. VI du 28/09/2022 Le compte-rendu Q1 du 9 mai 2022 du contrôle semestriel du système d'extinction automatique conclut que le système présente un nouveau point de non-conformité sans risque de mise en échec.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : Absence de mise à jour de la stratégie de défense incendie portée à connaissance de Madame le Préfet.
Observations : VI 22/09/2021 NC2 : La stratégie de défense incendie actuellement présente sur le site ne prend pas en considération le démantèlement du parc Old B2 Est et Old B2 Ouest des stockages de solvants, la mise en place envisagée de stockages d'huiles et la modélisation des flux thermiques générés par un incendie sur ces stockages d'huiles. Les délais d'intervention ne sont pas mentionnés dans les documents (notamment en heures non ouvrées). Le correct dimensionnement des besoins en eau et en émulseur indiqué dans le document élaboré par la société CYRUS Industrie en avril 2018 est erroné en cas d'incendie du stockage de la rétention des solvants de New B2 nord-ouest. La justification du dimensionnement des installations d'extinction et de refroidissement en place doit être apportée. La justification que les réserves d'émulseur sont situées en dehors des flux thermiques doit être apportée. Le débit maximal d'eau requis (extinction et refroidissement des installations voisines) doit être indiqué et l'exploitant doit s'assurer que les moyens en eau dont il dispose permettent de couvrir le scénario majorant (quantité et débit). La mise à jour de la stratégie de défense incendie indiquera si le réseau incendie est maillé et sectionnable de manière à pouvoir isoler rapidement toute section affectée par une rupture et permettre de poursuivre la défense contre l'incendie. La stratégie de défense incendie mise à jour et redimensionnée doit être communiquée à l'inspection des installations classées. L'inspection rappelle que le recours au SDIS ne peut pas concerner des consommables (émulseurs notamment).
<p>Réponse du 14/12/2021 : La mise à jour de la stratégie incendie et les travaux (émulseurs, rideaux d'eau, etc..) sont en cours. Nous avons bien noté que la stratégie de lutte contre l'incendie devait être mise à jour prenant en compte les évolutions réglementaires Post Lubrizol d'ici le 1er janvier 2023. Nous y intégrerons les différents points listés ci-dessous conformément à notre réponse précédente :</p> <p>« La stratégie de défense incendie actuellement présente sur le site ne prend pas en considération le démantèlement du parc Old B2 Est et Old B2 Ouest des stockages de solvants, la mise en place envisagée de stockages d'huiles et la modélisation des flux thermiques générés par un incendie sur ces stockages d'huiles » : Ce projet n'est pas encore lancé, la décision de démanteler les parc Old B2 est et Ouest n'est pas prise, il est donc normal que la stratégie de défense incendie actuelle ne prenne pas en compte ces projets d'évolution. L'étude nécessaire à la future mise à jour ainsi que la modélisation des flux thermique a elle déjà été réalisée comme indiqué en inspection. Comme pour chaque modification envisagée sur le site, un dossier de porté à connaissance sera déposé en préfecture lorsque le sujet se concrétisera.</p> <p>Les travaux envisagés ont fait l'objet d'un porter à connaissance du 27 mai 2022 en cours d'instruction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : VI 22/09/2021 NC3 - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 - Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. [...]
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : VI 22/09/2021 NC3 : Le débit de 60m ³ /h par poteau lors d'une utilisation simultanée d'au moins 2 poteaux incendie comme stipulé dans le dossier de stratégie de défense incendie n'est pas garanti. Réponse du 14 décembre 2021 : Comme évoqué lors de l'inspection précédente (02 novembre 2020), ce point a été identifié. Dans le cadre de notre projet « régime d'autonomie », nous prévoyons le maillage de notre réseau de poteaux, permettant une alimentation à la fois par le réseau eau de ville mais également notre réserve d'eau incendie de façon à obtenir un débit minimum de 60 m3/h lors d'une utilisation simultanée de 2 poteaux incendie. Ces travaux sont planifiés pour 2022 comme cela avait été partagé lors de l'inspection du 02 nov 2020. Point de situation au 07 décembre 2021 : nous sommes en ligne avec le planning prévu, actuellement en attente de réception des offres relatives à la maîtrise d'ouvrage pour un démarrage des études début 2022 et réalisation second semestre 2022. Par ailleurs, bien que le débit de 60 m3/h par poteau lors d'une utilisation simultanée d'au moins 2 poteaux incendie ne soit pas possible sur le réseau des poteaux raccordés au réseau d'eau de ville, la réserve d'eau de 600 m3 mise en place en 2019 nous permet bien d'alimenter 2 poteaux avec un débit de 60 m3/h en simultané sur le site en utilisant 1 poteau sur l'eau de ville et 1 poteau sur notre réserve d'eau. VI du 28/09/2022 Il est relevé en inspection la possibilité d'utilisation d'un surpresseur mobile permettant de garantir un débit de 60 m3/h lors de la mise en œuvre en simultané de deux poteaux d'incendie. Le contrôle permet de lever la NC3 de la visite d'inspection du 22/09/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VI 22/09/2021 NC4 - Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 22/09/2021 NC4 : Les dispositifs de désenfumage du magasin S ne sont pas vérifiés depuis 2017. Il conviendra de justifier de l'impossibilité d'augmenter l'ouverture maximale des dispositifs du bâtiment B2.</p> <p>Réponse du 14/12/2021 : Les travaux de remplacement de l'ensemble des dispositifs de désenfumage du magasin S ont été réalisés. Ci-joint les PV de réception. Concernant le second point, qui apparaît en effet comme une remarque en fin de rapport de contrôle des systèmes de désenfumage, nous avons missionné notre prestataire afin qu'il puisse établir un diagnostic.</p> <p>VI du 28/09/2022 Le rapport Bureau Veritas du 16/08/2022 conclut à la conformité de l'ensemble des dispositifs de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : VI 22/09/2021 NC5 - Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 22/09/2021 NC5 : Système sprinklage non fonctionnel suite à la découverte d'une fuite le 15/09/21. L'exploitant informe l'inspection dès que le dispositif est opérationnel.</p> <p>Réponse du 14/12/2021 : L'ensemble de l'installation a été réparée et remise en service le 17 novembre 2021. Vos services ont été informés par courrier du 03 décembre 2021 (cf. courrier Joint)</p> <p>En visite d'inspection du 28/09/2022, il est constaté que la réparation est effectuée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VI 22/09/2021 NC6 - Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/09/2021, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : VI 22/09/2021 NC6 : L'exploitant n'a pas déclaré les incidents survenus en 2021 : fuites du réseau sprinklage et incident au niveau du recycleur de solvant entraînant une combustion par l'orifice d'entrée d'air de l'oxydateur Transmettre un rapport d'incident pour chacun de ces événements et indiquer les mesures prises suite à l'incident pour éviter qu'ils ne se reproduisent. La fiche BARPI est disponible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/</p> <p>Réponse du 14/12/2021 : L'Incident du 03 septembre 2021 au niveau du recycleur de solvant a été déclaré en semaine 36 par téléphone à l'inspection des installations classées au moment de nos échanges concernant la planification des 2 jours d'inspection. Vous trouverez ci-joint le rapport d'incident correspondant.</p> <p>Concernant la fuite sprinkleur, ce type d'incident ne faisait en effet pas partie des événements que nous considérons devoir vous remonter. En effet, selon notre interprétation de l'article R512-69, nous n'avons pas considéré que cet incident était susceptible de porter atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L511-1, à savoir « présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. »</p> <p>VI du 28/09/2022 Les rapports d'incident ont été transmis à l'inspection des installations classées. L'inspection demande que des mesures organisationnelles soient prises lors de travaux pour éviter ce type d'incident sur le réseau d'extinction automatique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/09/2021, article 32 §6 - Règlement CLP
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de Données de Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6. Les éléments d'étiquetage résultant des exigences prévues dans d'autres actes communautaires sont placés dans la section réservée aux informations supplémentaires visée à l'article 25.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : VI 22/09/2021 NC7 : le numéro d'autorisation au titre de la réglementation REACH (17/6/0) n'est pas indiqué comme élément d'étiquetage au niveau de la rubrique 2 de la FDS du DCE. Par ailleurs, le numéro d'enregistrement de la substance (203 458 1 107-06- 2) n'apparaît pas non plus. Réponse du 14/12/2021 : La FDS a été mise à jour pour y intégrer les éléments manquants. Cf copie FDS jointe VI du 28/09/2022 La fiche de données de sécurité transmise comporte les éléments manquants relevés lors de l'inspection précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Alarme d'asservissement remplissage de gazole est active au niveau du panneau de contrôle de la source B2.
Observations : VI du 28/09/2022 : l'inspection constate que les contrôles périodiques des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie suivants ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none">- Extincteurs par EUROFEU le 26/10/2021.- Extinction automatique par MINIMAX le 09/05/2022. Il est relevé qu'une alarme d'asservissement remplissage de gazole est active au niveau du panneau de contrôle de la source B2. <ul style="list-style-type: none">- Portes coupe-feu par EUROFEU le 31/05/2022. Il est relevé qu'une commande de réparation du 05/09/2022 est passée à EUROFEU. <ul style="list-style-type: none">- Robinets d'incendie armés par EUROFEU le 16/08/2022- Désenfumage par EUROFEU le 16/08/2022- Protection contre la foudre - vérification visuelle le 19/05/2022 La défense incendie de la chaufferie et la mise en place d'un rideau d'eau ont été réalisés en novembre 2021. Les modalités de contrôle sont enregistrées dans un plan de suivi de maintenance. VI du 22/11/2022 : La levée des écarts n'a pas été vérifiée lors de la dernière inspection
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15 - Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : VI du 28/09/2022 L'exploitant présente à l'inspection les huit Q18 de vérification des installations électriques réalisés le 30 mai 2022. Les Q18 concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : VI 28/09/2022 PB - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : VI du 28/09/2022 : La rétention extérieure de la cuve de 1000 l de Glycol ASCAGEL MPG est à moitié remplie d'eau de pluie et ne dispose pas de la capacité nécessaire pour contenir le produit en cas de fuite. VI du 22/11/2022 : pas d'écart constaté
Observations : Par courriel du 5 octobre 2022, l'exploitant a transmis des photographies justifiant que les cuves de produits chimiques dangereux sur rétention mobiles extérieures non couvertes ont été vidées. L'exploitant précise avoir établi une check-list de suivi des rétentions de façon à les suivre par la maintenance. Lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2022 pour mise en œuvre de l'action nationale perturbateurs endocriniens, l'inspection n'a pas relevé d'écart sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Action nationale Perturbateurs endocriniens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Perturbateurs endocriniens
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées
Constats : L'inspection a constaté l'installation de préleveurs sur le réseau d'effluents aqueux de l'établissement avant leur rejet dans le milieu. Cet appareillage permet la prise d'échantillons sur une durée de 24 heures. Ces échantillons seront par la suite analysés par l'INERIS qui recherchera la présence de perturbateurs endocriniens.
Observations : VI 28/11/2022 PB : Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon sur près de dix hectares, regroupe les activités de recherche, de développement et de production de principes actifs pour activités pharmaceutiques et dermo-cosmétiques, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermo-cosmétiques. Les effluents aqueux de l'établissement sont principalement constitués des eaux de lavage de réacteurs. Ces effluents sont traités en interne par une station de traitement physico-chimique avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

DREAL CENTRE-VAL DE LOIRE – FICHE DE VISITE

Établissement (Nom, Commune, n°AIOT) : EXPANSCIENCE – EPERNON – 0100.00316 installations inspectées : Canal de mesure avant rejet	Date de la visite : 22/11/2022
Fiche n° 1/1	

Partie I réservée à l'Exploitant	Par la présente et en application des articles L.171-1 et L.172-5 du Code de l'environnement, je déclare autoriser les inspecteurs à accéder à l'ensemble des locaux techniques et professionnels objets de la visite d'inspection menée dans le cadre des missions de contrôle installations classées ⁽¹⁾ ou aux locaux à usage d'habitation, en présence de l'occupant ⁽¹⁾ .
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽¹⁾ : DOUGAUD Valérie - Resp HSE
	<input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur

Au-delà des constats portés sur cette fiche, notifiés lors de la visite d'inspection, au regard des points contrôlés, l'inspecteur conserve toute latitude pour notifier de nouveaux constats lors de la rédaction du rapport d'inspection.

Partie réservée à l'inspection	N° ordre	Référence réglementaire	Libellé des constats

Autres points :

Pose d'un préleveur automatique dans le cadre de l'action nationale perturbateurs endocriniens

Noms des inspecteurs : Pascal BELBER	Visas : Pascal BELBER pascal.belber
--------------------------------------	--

Partie II réservée à l'Exploitant	Je reconnais avoir pris connaissance des constats formulés par les inspecteurs, des éventuels délais énoncés et formule des autres points éventuels ci-dessous ⁽²⁾ :
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et signature du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation ⁽¹⁾ : DOUGAUD Valérie - Resp HSE
	<input type="checkbox"/> Adresse mail pour l'envoi du rapport d'inspection :
	<input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur

LABORATOIRES EXPANSCIENCE
 Sur au Capital de 3 081 420 Euros
 Rue des 4 Filles - CS 20011
 28233 EPERNON CEDEX
 RCS NANTERRE B 331 930 081 - N° TVA : FR 88 331 930 081
 www.expanscience.com

⁽¹⁾ Rayer la mention inutile.

⁽²⁾ Au-delà des observations portées sur cette fiche, l'exploitant conserve toute latitude sur la base des constats faits en inspection ou du contenu des documents recueillis lors de celle-ci, confrontés au référentiel réglementaire pour s'exprimer de façon plus complète, sur les sujets cités dans la présente fiche.